

lui ce matin, que c'est précisément de cela que je parlais. Il faut choisir entre l'inflation, d'une part, et les prix stables et le chômage, d'autre part. Je conviens que pour avoir une économie orientée vers le plein emploi il faut une certaine mesure d'inflation.

**M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde):** A l'ordre, je vous prie.

**M. Broadbent:** Voici ce que je voudrais demander. Le député ne convient-il pas qu'il vaut mieux avoir un peu d'inflation et un taux de chômage de 1½ p. 100 qu'une économie orientée contre l'inflation et un taux de chômage de 6 à 10 p. 100?

**M. Caccia:** La réponse ne peut être aussi brève que la question, mais il me semble que cette question s'appuie sur l'hypothèse qu'une politique exclut l'autre et que, par conséquent, il nous faut choisir entre les deux. Il ne s'agit pas d'un choix précis, je pense. Bon nombre d'autres facteurs doivent être pris en considération.

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, pendant qu'on se demande s'il est préférable que l'inflation existe alors qu'il y aurait moins de chômeurs, ou qu'elle existe alors qu'il y en aurait plus, les chômeurs continuent de chômer.

Pendant ce temps-là, les conditions économiques demeurent les mêmes. Alors que nous discutons, des familles entières manquent du nécessaire non seulement dans une région délimitée, mais partout au Canada.

J'entendais tout à l'heure l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Ricard) relater des faits comme, par exemple, l'acharnement des députés des libéraux pendant le règne conservateur progressiste à Ottawa contre certains ministres au sujet du nombre de chômeurs au Canada. Effectivement, il y avait près d'un million de chômeurs en 1961-1962, sous l'administration conservatrice progressiste. Il est vrai qu'à ce moment-là, les anciens ministres ou les honorables députés se levaient pour poser des questions aux membres du cabinet et les mettre au défi de trouver des emplois et d'adopter des lois susceptibles d'assurer le plein emploi au Canada.

Aujourd'hui, ces mêmes libéraux sont au pouvoir. Les conservateurs progressistes interrogent maintenant les députés libéraux devenus ministériels. On les entend blâmer le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand), le très honorable premier ministre (M. Trudeau), tous les ministres, en disant: Le pays compte autant de chômeurs que sous notre règne. Les problèmes sont

[M. Broadbent.]

aussi nombreux. Cela démontre donc que les deux partis sont exactement pareils.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe l'a prouvé tantôt quand il a affirmé que le gouvernement était embêté en 1961. Il est aussi vrai que le gouvernement est embêté en 1970. Ces deux gouvernements embêtés ne veulent pas se «désembêter». Ces deux embêtés ne veulent rien faire contre un système qui est responsable de la situation. Dans ce système, même si le Nouveau parti démocratique était au pouvoir, rien ne serait changé. Même si les créditistes assumaient le pouvoir, nous serions dans la même impasse.

On pense à financer la production au lieu de la consommation. On dit aux gens: Produisez plus, mais on leur demande également de se serrer la ceinture.

Pour augmenter le niveau de vie, il faut augmenter la productivité et, en un tournemain, on dit aux producteurs de blé: Nous allons vous payer pour ne pas produire de blé.

Quant aux producteurs de lait du Québec, on leur dit: Nous allons vous punir si vous produisez trop de lait. On répète le même discours aux producteurs de maïs dans l'Ontario.

Et, face à ces punitions et à ce marasme, nos amis du Nouveau parti démocratique présentent une motion. Je les excuse de ne pas m'en avoir fait tenir le texte français, cependant, car mes amis du Nouveau parti démocratique n'ont pas l'habitude du français. L'honorable député de Vancouver-Kingsway (M<sup>me</sup> MacInnis) pouvait fort bien traduire ce texte, car elle connaît très bien le français, mais son collègue ne lui a apparemment pas demandé de le traduire.

A tout événement, voici le texte de la motion en anglais, puisqu'il s'agit d'une langue officielle au Canada:

[Traduction]

Que cette Chambre blâme le gouvernement a) pour ne pas fournir un programme de plein emploi, b) pour sa politique de main-d'œuvre discriminatoire et inefficace et, c) pour ses relations tendues avec les syndicats de ses employés.

• (3.10 p.m.)

[Français]

Monsieur l'Orateur, je traiterai de la partie a), puisque je ne me préoccupe pas tellement de la partie b). Voici:

... ineffective manpower policies, ...

La partie b) se rattache à la première. Mais la première dit ceci: La faillite du gouvernement de procurer ou d'établir un système de plein emploi au Canada. Parlons-en du plein emploi au Canada! J'ai constaté que certains